

Résumé

Ann M. Fitz-Gerald

Des études récentes réalisées par des organisations comme la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques, les Nations Unies et de nombreux autres organismes donateurs d'aide bilatérale ont établi un lien très clair entre l'incidence des conflits, une grande pauvreté, et le sous-développement. Lorsque survient une crise, les forces militaires et de sécurité sont souvent tentées de combler le vide créé par l'effondrement des structures étatiques, et elles échappent alors à tout contrôle démocratique. Dans ces circonstances, l'État ne peut plus garantir la sécurité de ses citoyens et les structures étatiques perdent leur légitimité.

Le lien entre la prévention des conflits et le développement a incité les législateurs et les praticiens à trouver des moyens de réformer l'appareil de sécurité d'un pays le plus rapidement possible après le début d'une intervention. Par le passé, la réforme du secteur de la sécurité (RSS) a généralement été confiée à des ministères oeuvrant dans le développement. Il est toutefois maintenant clairement établi qu'il faudrait intégrer les stratégies de RSS dans la planification avant, pendant et après un conflit ; l'examen de cette question ne saurait être confinée à la période de reconstruction, après le conflit. Cette façon de faire entraîne des répercussions en matière de consultation et de planification conjointes pour tous les ministères concernés des pays donateurs, et cela suppose qu'on adopte des dispositions appropriées à chaque étape d'une intervention. Les enseignements tirés du Cambodge, de Haïti, de la Bosnie, du Kosovo et du Sierra Leone ne sont que quelques exemples d'une situation où une mauvaise planification des activités a entraîné d'autres problèmes. De façon plus immédiate, cette observation vaut en particulier pour les difficultés qui surgiront après le conflit en cours en Iraq.

Certes, les militaires se soucient avant tout de la sécurité. Toutefois, dans une perspective stratégique élargie, les mandats et les résultats recherchés par les forces d'intervention doivent refléter les besoins de développement plus vastes du pays ou de la région concernés. Avant que les forces militaires ne remettent le pouvoir à d'autres acteurs de l'extérieur, comme des forces de police internationales, des autorités responsables des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR); ou des forces militaires locales spécialement entraînées et des instances de surveillance civiles des institutions démocratiques, ils doivent avoir une très bonne idée des objectifs à long terme que leur stratégies d'intervention de court terme ont pour mission de réaliser. Cette observation est particulièrement pertinente dans le cas d'une intervention qui perdure, mais dont l'objectif change en cours de route pour soutenir les autorités locales durant la période transitoire au cours de laquelle elles se réapproprient le pouvoir.

Cet étude traite de l'importance de la planification gouvernementale de ralliement quand vient le temps de préparer et de réaliser une intervention militaire dans un pays exigeant une réforme complète ou une transformation partielle de son appareil de sécurité. Les principaux acteurs et activités touchant les questions de sécurité y sont décrits, et les liens entre la RSS et les opérations de soutien de la paix, le port d'armes de petit calibre et des armes légères, les programmes de DDR, et la société civile sont examinés. Enfin, l'auteure fait valoir l'importance d'incorporer ces considérations dans la doctrine et dans la capacité d'élaboration et de planification des politiques des forces militaires internationales.